



# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



---

*Texte présenté par le comité école et société*

*Conseil fédéral – 13 au 15 décembre 2010*



# TABLE DES MATIÈRES

<b>Introduction.....</b>	<b>5</b>
<b>1 . Quelques éléments de contexte.....</b>	<b>6</b>
<b>1.1 Un bref état des lieux .....</b>	<b>6</b>
Des plans de réussite peu probants .....	8
<b>1.2 De nouvelles problématiques .....</b>	<b>9</b>
Au collégial.....	10
À l'université .....	11
<b>1.3 Une contradiction profonde .....</b>	<b>13</b>
<b>1.4 Des dérives majeures .....</b>	<b>15</b>
La Fondation Lucie et André Chagnon.....	18
<b>2. Une approche syndicale de la réussite .....</b>	<b>19</b>
Un plan de travail pour la FNEEQ .....	21
<b>Conclusion: une foule de questions! .....</b>	<b>22</b>



# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



## INTRODUCTION

Étrange profession que la nôtre! Tous nos efforts – de la préparation soignée des contenus en passant par une annotation judicieuse des travaux et par le soutien aux étudiantes et étudiants, jusqu'à l'élaboration et la correction d'évaluations – ne visent finalement qu'un seul objectif : la réussite des jeunes qui sont sous notre responsabilité. Or, dans le cadre de ce que permettent nos conditions de travail, si nous pouvons optimiser de notre mieux les conditions de cette réussite, il reste que nous avons paradoxalement bien peu d'emprise sur elle, car les vecteurs les plus importants de la réussite étudiante demeurent la motivation et l'investissement des étudiantes et des étudiants dans leurs études. Par ailleurs, non seulement une bonne partie des leviers vers la réussite nous échappent, mais nous sommes limités dans ce que nous pouvons faire pour stimuler cet investissement nécessaire dans les études, pour l'encourager et pour l'encadrer. Sans moyens supplémentaires, il est difficile d'aller plus loin!

Si la réussite étudiante est au cœur de nos préoccupations quotidiennes, il y a des périodes de l'histoire où elle prend une dimension sociale et politique plus importante. C'est le cas actuellement, le monde de l'éducation étant interpellé de toutes parts pour hausser les taux de réussite. C'est dans ce contexte que le Congrès a donné le mandat à la FNEEQ de développer des analyses et des positions sur le décrochage et la réussite étudiante. Ce mandat a été confié au comité école et société.

Le texte qui suit constitue une première étape dans la réalisation de ce mandat. Il se veut un rapide survol de la problématique et doit être lu comme tel. Il ne prétend pas à autre chose qu'à brosser le portrait de la situation actuelle et soulever certaines interrogations. Nous y esquissons, à la fin, les grandes lignes de l'approche que nous souhaitons adopter ainsi que ce que nous envisageons de faire dans ce dossier d'ici le Conseil fédéral de juin 2011. Mais surtout, nous souhaitons entendre aujourd'hui les réactions du Conseil suite à ce survol, de manière à enrichir notre réflexion et ajuster nos travaux en conséquence.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### 1. Quelques éléments de contexte

#### 1.1 Un bref état des lieux

Le Québec a fait d'immenses progrès en matière de scolarisation depuis le Rapport Parent. Dans son avis le plus récent, le Conseil supérieur de l'éducation le soulignait avec justesse.<sup>1</sup>

Traisons d'abord du niveau de scolarité de l'ensemble de la population âgée de plus de 15 ans. Le tableau qui suit indique clairement qu'en trente-six ans (1971-2007), de moins en moins d'adultes ont moins de 13 années de scolarité, alors que le pourcentage de la population ayant atteint 16 années et moins et 17 années et plus a beaucoup augmenté.

#### Proportion de la population de 15 ans et plus selon le niveau de scolarité

Niveau de scolarité	1971	1981	1996	2007
13 années et – de scolarité	38,7 %	40 %	39 %	22,6 %
16 années et – de scolarité	15,9 %	25,8 %	30,3 %	34 %
17 années et plus	4,6 %	7,1 %	12,2 %	18,1 %

Un autre paramètre de mesure est la proportion de la population qui accède à un ordre d'enseignement. Le tableau suivant indique les progrès importants qui ont été faits en trente ans au niveau du paramètre de l'accessibilité. On peut souligner le fait que le taux d'accessibilité aux études collégiales est passé de 39,3 % à 61 % pour cette même période.

<sup>1</sup> Ces données statistiques sont tirées de : *Conjuguer équité et performance en éducation, un défi de société* ; Conseil supérieur de l'éducation, 2010.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### Taux d'accès aux différents ordres d'enseignement

Taux d'accès	1975	1982	1992	2007
5 <sup>e</sup> secondaire		57 %	73 %	77 %
Niveau collégial	39 %	47 %	64 %	81 %
Niveau universitaire		30 %	40%	42%

Au total, nous devons bien sûr nous réjouir de cette importante augmentation de l'accessibilité et de la scolarité de la population québécoise.

Le Conseil de l'éducation souligne aussi la belle performance des élèves québécois dans les comparaisons internationales reconnues. Ajoutons, quant à nous, que contrairement à ce qui circule souvent dans les débats entourant la hausse des droits de scolarité, notre taux de fréquentation des études postsecondaires se compare avantageusement au reste du Canada lorsqu'on tient compte des cégeps : nous dépassons la moyenne canadienne et celle de l'Ontario de 9 points de pourcentage<sup>2</sup>. La Révolution tranquille a bel et bien donné des résultats!

Mais, comme le faisait remarquer déjà le comité école et société dans ses chroniques 19 et 20<sup>3</sup>, les choses stagnent depuis quelques années. En effet, si le taux de décrochage scolaire avant l'âge de 19 ans est passé de 40,5 % à 19,0 % pour la longue période de 1979 à 2006, il est depuis demeuré relativement constant. Il faut aussi noter que le taux de diplômés qui prévaut au Québec est de 78 % en formation générale du secondaire, soit 33 % de plus que la moyenne des pays de l'OCDE. Par contre, il n'est que de 34 % en formation professionnelle comparativement à une moyenne de 48 % pour les mêmes pays<sup>4</sup>. Soulignons finalement que la réussite à l'épreuve uniforme de français a atteint, il y a un an, un taux d'échec insurpassé en dix ans (17,2 %)<sup>5</sup>.

<sup>2</sup> Voir étude de l'IRIS : *La révolution tarifaire au Québec*, octobre 2010

<sup>3</sup> Disponibles sur le site Web de la FNEEQ.

<sup>4</sup> Conseil supérieur de l'éducation, 2010, op. cit. supra.

<sup>5</sup> La Presse, 12 novembre 2009.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### Des plans de réussite peu probants

Au fil du temps, de nombreuses initiatives ont été prises. La réussite scolaire est un objectif clairement ciblé dans des plans d'action ambitieux depuis le passage de François Legault, arrivé au ministère de l'Éducation en décembre 1998. Plusieurs mesures d'aide à la réussite sont alors lancées, sans que les résultats ne soient probants.

En 2002, le gouvernement du Québec a aussi mis en place une vaste stratégie pour favoriser la réussite scolaire au secondaire dans les quartiers défavorisés : la *Stratégie d'intervention Agir autrement (SIAA)*. Appuyée par un budget de 300 millions de dollars, la SIAA privilégie des plans d'action locaux, avec soutien financier, soutien tactique et suivi du déploiement des mesures, mais cette nouvelle stratégie n'a pas donné les résultats escomptés. Huit ans plus tard, on note même une augmentation du décrochage scolaire.

Devant cet échec, le banquier Jacques Ménard a entrepris son propre « chantier national pour la persévérance scolaire ». Ses conclusions ont été reprises par la ministre Courchesne qui lança alors un plan comportant treize pistes pour valoriser la réussite à l'école. Ce plan avait comme cibles, entre autres, de valoriser l'éducation, réduire le nombre d'élèves par classe (au primaire seulement) et préparer les enfants des milieux défavorisés pour leur entrée à l'école. Ce projet n'a pas reçu l'approbation des travailleuses et travailleurs de l'éducation, notamment à cause des moyens insuffisants pour rendre efficaces ces mesures.

Au niveau collégial, le MEQ (maintenant le MELS) visait des cibles quantifiables qui feraient passer le taux d'obtention des diplômes de 61 % à 76 % en 2010, avec des cibles institutionnelles variant entre 70 % et 87 %. Selon un rapport de la Commission d'évaluation de l'enseignement collégial, publié en 2004, des résultats positifs se sont fait sentir rapidement, surtout en ce qui concerne la réussite des cours au premier semestre. Cette vision de la réussite a toutefois ses limites puisqu'elle est purement statistique et repose sur l'obtention de diplôme en tant qu'unique indicateur.



# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Certains projets donnent cependant des résultats. Par exemple, celui du *Conseil régional de prévention de l'abandon scolaire (CRÉPAS)*, lequel a réussi, sous le principe de la concertation du milieu, à faire diminuer de manière significative le taux de décrochage au Saguenay-Lac-Saint-Jean. Il faut prendre note que les taux de décrochage et de réussite varient énormément d'une région à l'autre, ce qui impose de tenir compte du contexte si on veut s'inspirer d'expériences positives menées à certains endroits.

Mais dans l'ensemble, malgré les plans de réussite dans les commissions scolaires et les cégeps, il faut prendre acte que la situation demeure préoccupante. C'est le constat, de manière significative, qui résulte de diverses initiatives comme le sommet sur le décrochage scolaire lancé par Jacques Ménard ou le projet gouvernemental Agir autrement, tout comme les assises régionales de la Fédération des commissions scolaires du Québec, de même que les promesses des chefs des partis politiques québécois et les nombreuses recherches sur le visage multifactoriel de la réussite.

***En cinquante ans, le Québec a fait d'immenses progrès en matière de fréquentation scolaire et de taux d'obtention des grades universitaires. Mais, compte tenu de l'évolution de la société, il est clair qu'il faut faire bien davantage. Or, pour l'essentiel, les stratégies mises de l'avant jusqu'ici n'ont pas donné les résultats escomptés.***

### 1.2 De nouvelles problématiques

Par ailleurs, de nouvelles questions ont surgi au cours de la dernière décennie ou ont pris, à tout le moins, davantage d'ampleur.

#### **Au primaire et au secondaire**

Au primaire et au secondaire, il faut souligner la fameuse question de l'intégration des élèves handicapés ou en difficulté d'adaptation ou d'apprentissage (EHDA) dans les classes ordinaires. En la matière, l'intervention précoce, la prévention et le dépistage sont cruciaux et doivent donc s'accompagner de ressources suffisantes et soutenues par des services spécialisés. Or, on peut se demander si la mise en place par la ministre Courchesne, en juin 2008, du plan d'action pour soutenir la réussite de ces élèves a donné tous les résultats escomptés.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Pour certains, l'intégration de ces élèves au régulier a des limites, dont celle de la réussite des autres élèves. Pour d'autres, il faut questionner le rapport entre l'intégration à tout prix et la réussite. Si l'école publique doit être la terre d'accueil de tous les enfants, les classes régulières sont-elles en mesure de répondre aux besoins de tous les élèves ? Autant de questions qui interpellent et qui ne manquent pas d'alimenter le débat public.

En ce sens, la rencontre des partenaires portant sur l'intégration de ces élèves, convoquée en octobre dernier par la ministre Line Beauchamp, arrivait à point. L'évènement aura eu le mérite, notamment, de recentrer le débat et, souhaitons-le, de hausser la considération des besoins d'accompagnement des enseignantes et enseignants.

### Au collégial

Obligé depuis quelques années d'accueillir plusieurs étudiantes et étudiants ayant ces difficultés, le collégial est encore plus démuni devant la situation. Les cégeps doivent « gérer sur le tas » une situation à laquelle ils n'étaient pas préparés.

Par ailleurs, les critères d'admission ont été assouplis, avec notamment la possibilité d'entrer au collégial sans complétion du DES, sous condition de finir son cours secondaire. Or, le taux de réussite des élèves ayant bénéficié de cette mesure est déplorable<sup>6</sup> et une bonne fraction des élèves admis sur cette base ont abandonné le programme spécial.

Plusieurs considèrent que l'ensemble des mesures appliquées depuis une quinzaine d'années, y compris les plans de François Legault qui comportaient une forme d'obligation de résultats, génèrent une situation dangereuse. Si des subventions dédiées sont conditionnelles à une augmentation des taux de réussite, ne met-on pas en place les conditions d'un glissement vers une baisse des standards, et donc de la qualité de la formation ?

Dans certains contextes, par ailleurs, la réussite des élèves prend une importance toute particulière. Un récent rapport de la FNEEQ<sup>7</sup> estimait que 37 % des autorisations de programmes se situaient sous le seuil de viabilité, en 2008. Il faut être au fait que, dans ces

<sup>6</sup> Voir à ce sujet : Amélie Daoust-Boisvert, *Le cégep sans diplôme du secondaire*, Le Devoir, 28 octobre 2010.

<sup>7</sup> <http://www.fneeq.qc.ca/fr/cegep/dossiers/PCohorte-version-finale.pdf>

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



programmes dits « à petites cohortes », la réussite individuelle des étudiantes et des étudiants prend une importance exponentielle. C'est d'elle que peut dépendre la continuité de l'offre de formation : il peut suffire parfois d'un seul élève qui décroche pour que la pérennité d'un programme soit mise en péril. Les solutions proposées par le MELS n'ont pas tenu compte de ce phénomène lié à la baisse démographique, et qui ajoute une pression supplémentaire dans le dossier de la réussite, relativement à la survie de certains programmes collégiaux.

### À l'université

Décrochage, réussite et persévérance scolaire – enjeux traditionnellement cantonnés davantage au primaire et au secondaire – sont évoqués aujourd'hui de plus en plus souvent à l'université. Cette préoccupation n'est pas nécessairement nouvelle en soi dans le monde universitaire, mais elle prend une dimension nouvelle dans le contexte d'une massification de l'enseignement supérieur.

Dans l'ensemble, la dimension du support institutionnel à la réussite dans les universités reste à développer au moment où on observe une tendance marquée des universités à concentrer leurs énergies sur des impératifs de concurrence au niveau de la recherche. Certains avancent même qu'elles négligent au passage le volet enseignement de leur mission ce qui, dans un contexte de démocratisation de l'enseignement supérieur, pose évidemment problème. Le financement des universités « par tête de pipe » induit une recherche effrénée de « clientèle » ... Le service après-vente est-il à la hauteur ?

La réussite et la persévérance aux études font l'objet, dans certaines universités, de programmes de soutien financier intégré – incluant des bourses au mérite et des contrats d'assistant de recherche – ainsi que, parfois, des charges de cours aux doctorants qui en ont les qualifications. Mais, la question des standards à l'entrée se pose aussi. Les exigences d'admission aux différents programmes d'études sont variables et ne sont pas toutes alignées sur la fameuse cote R qui, soit dit en passant, s'avère parfois injuste.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Dans un contexte de compétition, d'excellence et de performance, l'ensemble du système d'éducation, et plus particulièrement le niveau universitaire, est confronté à un phénomène fort inquiétant désigné par le vocable de « surnotation »<sup>8</sup>.

Ce phénomène se répand partout dans les *high schools* et universités anglophones de l'Amérique du Nord ; actuellement, nous ne disposons pas d'étude sur la question dans le monde universitaire francophone. Le problème serait que les évaluations des performances étudiantes sont parfois largement exagérées afin de donner accès aux bourses de mérite et à l'admission aux différents cycles des études supérieures. La pression est faite sur les enseignants pour abaisser leurs critères de correction et pour satisfaire les étudiants demandant une révision. Ainsi, les taux de réussite augmentent sans refléter les conditions réelles des efforts étudiants. Les enseignants qui refusent cette pratique subissent le discrédit des étudiants lors de l'évaluation de leur enseignement, laquelle prend de plus en plus de place dans la gestion universitaire. Les notes sont aussi sujettes, parfois, à une normalisation statistique par l'administration. Inutile de souligner le caractère pernicieux de tout cela, à un moment où le clientélisme académique se développe dangereusement.

Malgré ces phénomènes inquiétants, les abandons et les échecs aux études supérieures atteignent des taux jamais vus. En maîtrise, c'est 32 % et au doctorat 47 %, d'étudiantes et d'étudiants qui n'obtiennent pas leur diplôme, souvent avec un temps d'études prolongé<sup>9</sup>. Certains observateurs font un lien avec l'assiduité hebdomadaire aux études (temps requis), laquelle serait grugée par une augmentation du temps de travail externe rémunéré<sup>10</sup>.

***Ainsi, la massification de l'enseignement supérieur amène à l'université de nouvelles préoccupations quant à la réussite. Elle pose aussi, au collégial comme à l'université, la question du maintien des exigences, et ce, au moment même où le contexte est propice, à l'université en particulier, au développement d'une attitude clientéliste des étudiants face à la formation.***

---

<sup>8</sup> Voir à ce sujet : J. Côté et A. Allahar, *La tour de papier. L'université à quel prix ?*, Éditions Logiques, 2010.

<sup>9</sup> Conseil supérieur de l'éducation, *Pour une vision actualisée des formations universitaires aux cycles supérieurs*, octobre 2010.

<sup>10</sup> Gérard Bélanger, *La Presse*, 1<sup>er</sup> juin 2010.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### 1.3 Une contradiction profonde

Il faut admettre qu'en fait, une formidable pression se développe sur notre système d'éducation.

Tout le monde s'accorde pour dire et redire l'importance de l'éducation dans la société moderne. Plusieurs raisons se conjuguent pour expliquer ce regain d'intérêt et les attentes élevées qui en résultent, mais les motifs des uns et des autres pour réclamer que l'école fasse mieux peuvent cacher des intérêts de nature fort différente, et partant, orienter vers des solutions qui ne sont pas nécessairement convergentes.

On peut citer, par exemple, les besoins nouveaux du marché du travail<sup>11</sup>. Le discours du monde de l'économie est truffé d'expressions (société ou économie du savoir, innovation, valeur ajoutée, performance, etc.) qui peuvent parfois nous agacer, mais qui dénotent des changements profonds – bien réels – dans la sphère économique. Il y a une demande de travailleuses et de travailleurs qualifiés et on attend de nos cégeps et universités qu'ils... « livrent la marchandise » !

Mais relativement à ces changements, il existe aussi des préoccupations plus sociales, qui sont les nôtres au premier chef. La société qui se dessine – nous avons pu le répéter à de nombreuses reprises – risque fort d'exclure une fraction importante de la population, celle qui n'arrive pas à se scolariser suffisamment. L'écart pourrait se creuser entre celles et ceux qui « savent » et les autres. Il n'est pas seulement question d'accès à des emplois de qualité, mais également d'une participation pleine et entière à la vie citoyenne.

Les parents et l'ensemble de la société perçoivent cette nouvelle réalité. C'est donc à l'unisson que la population, les gouvernements et les développeurs économiques de tout acabit voudraient faire une priorité de l'éducation et de la réussite scolaire. En ce sens, la conclusion du Sommet de Lévis, en janvier 2010, ne risquait pas de soulever d'opposition !

---

<sup>11</sup> Comme le soulignait l'article 19 du comité école et société : « Entre 1990 et 2007, le nombre de celles et ceux qui sont au travail et qui ont obtenu un diplôme collégial a augmenté de 71,2 % et celui des personnes qui ont obtenu un diplôme universitaire a augmenté de 109,6 %. Pour la même période, le nombre de personnes qui occupent un emploi sans diplôme secondaire a diminué de 41,8 %. Le marché de l'emploi s'ouvre donc aux détenteurs de diplômes postsecondaires et se ferme pour les autres. »

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Il faut signaler que la situation québécoise est loin d'être singulière. Dans la plupart des pays, les transformations sociales et économiques appellent les systèmes d'éducation à faire beaucoup plus, mais partout justement, ces besoins nouveaux se heurtent à une contradiction politique profonde. Les systèmes scolaires ne peuvent tout simplement pas répondre à des attentes plus élevées, quoique légitimes, avec les moyens qui leur sont généralement dévolus. Or, les orientations politiques des gouvernements néolibéraux – avec l'obsession d'une réduction de la dette et celle du « moins d'État » – empêchent ces gouvernements de considérer toute solution qui nécessiterait des investissements nouveaux et importants. Ainsi, la classe politique reconnaît (a-t-elle le choix ?) l'émergence de nouveaux et pressants besoins en éducation, sans avoir la volonté politique de mettre en avant des solutions cohérentes qui pourraient nécessiter des investissements importants.

Or, une progression significative des résultats de notre système d'éducation à coût zéro est impossible, encore moins dans une perspective sociale d'équité. Même Claude Montmarquette<sup>12</sup>, qui n'est pas la personnalité politique la plus à gauche que l'on connaisse, a évoqué, en parlant du décrochage, qu'il faudrait sans doute davantage d'investissements afin d'obtenir des résultats.

Il n'est pas inutile d'insister ici sur le fait qu'une hausse des taux de réussite et une baisse des taux de décrochage ne peuvent être assimilés à une simple « hausse de productivité » du système d'éducation.

Imaginons une classe « standard ». Une bonne partie des élèves, des étudiantes et étudiants, vont réussir leur cours. Une petite partie va échouer de manière claire, pour diverses raisons – abandon du cours pour des raisons personnelles, pour une réorientation ou un accident de parcours – toutes causes sur lesquelles nous n'avons pas de prise. Il reste une petite fraction de la classe : des jeunes qui vont échouer, même s'ils n'abandonnent pas le cours et malgré leur volonté de réussir. Ils auront 50 % ou 55 %, quelques points sous la barre. Pour augmenter nos taux de réussite, c'est d'abord celles et ceux-là qu'il faudrait « récupérer ».

---

<sup>12</sup> Le Devoir, 17 novembre 2010.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Mais toute personne qui a déjà enseigné sait l'ampleur des efforts qu'il faudrait déployer pour aller chercher ces jeunes, souvent aux prises soit avec des retards considérables, soit avec un manque important de confiance en eux, soit avec un problème majeur de motivation. Dans la situation actuelle, l'accompagnement qui serait nécessaire pour compléter le soutien habituel est tout simplement hors de portée de l'enseignante ou de l'enseignant.

Par ailleurs, nombre d'études ont souligné l'importance de développer chez les jeunes un rapport avec l'école qui ne soit pas uniquement centré sur les études. Manifestement, les efforts à consentir pour améliorer les choses à ce chapitre sont importants.

*Conçu dans un autre contexte, sur des objectifs qui pouvaient être bien différents, le système d'éducation actuel peine à répondre aux défis modernes et ne peut, dans les conditions actuelles, assumer le passage d'une démocratisation quantitative (l'accès à l'éducation) à la démocratisation qualitative d'accès à la réussite. Un coup de barre de l'État serait nécessaire, mais ce serait agir à l'encontre de ses orientations politiques fondées sur le « moins d'État » et sur le refus d'augmenter ses revenus.*

### 1.4 Des dérives majeures

Les gouvernements de plusieurs pays, coincés entre la réalité de besoins impérieux qu'ils sont bien forcés d'admettre en éducation, et leurs orientations politiques qui les empêchent d'augmenter leurs revenus, doivent au moins donner l'impression qu'ils s'attaquent aux problèmes.

Cette situation génère plusieurs dérives. À ce titre, on peut **citer la recherche d'une imputabilité renforcée des établissements d'enseignement**, comprise comme une responsabilité admise d'obligation de résultat de leur part. Cette approche est profondément pernicieuse.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Si l'enseignante ou l'enseignant est directement responsable des résultats de ses élèves, on peut dès lors défendre qu'il puisse être payé au mérite, un système déjà implanté à quelques endroits aux États-Unis. On peut aussi demander que les « mauvais » professeurs soient purement et simplement renvoyés, et abolir au passage les conventions collectives qui sont à cet égard beaucoup trop contraignantes. Dans cette perspective (soyons équitables!), on doit pouvoir juger de la « performance » des professeurs sur une base objective, ce qui nous mène directement à la mise en place de l'industrie nouvelle des tests standardisés.

Le film *Waiting for Superman* alimente pernicieusement ce point de vue. Selon le réalisateur Davis Guggenheim, les difficultés et les faiblesses du système scolaire étatsunien ne sont pas dues, par exemple, au sous-financement, à un manque de valorisation de l'éducation ou aux inégalités sociales, mais à la présence dans le réseau public de mauvais professeurs que la rigidité syndicale empêche d'évaluer et de congédier ; les « écoles à charte » (*charter schools*), par la « flexibilité » avec laquelle elles sont administrées, deviennent le modèle à suivre.

Citons aussi, à titre de dérive, une vision du monde scolaire qui entend **améliorer les choses en redressant une gestion prétendument laxiste des établissements**. Cette tendance est forte aux États-Unis et elle découle aussi d'une volonté de désengagement de l'État. À Los Angeles, 250 écoles sont en voie de passer à une administration privée (en devenant des écoles à charte). On retrouve ici le mythe « mauvaise administration publique / efficacité du privé ». Soyons clairs : nous ne prétendons pas ici que rien ne peut être fait du côté de l'administration de la chose scolaire. La Finlande démontre à l'envi qu'un appareil de gestion très léger n'est pas un obstacle à l'obtention d'excellents résultats. Mais cette gestion reste publique !

Une autre manière de s'attaquer au problème de la réussite (peu coûteuse, sauf en fonctionnaires de l'éducation) consiste à mettre en place **des réformes de nature pédagogique**. Cette approche « pédagogique » pose la question de la répartition des ressources. Que faut-il prioriser : un MELS largement pourvu en personnel composé de fonctionnaires et de pédagogues pour orienter et contrôler l'enseignement, ou bien un financement alloué directement aux écoles et aux enseignants, auxquels on reconnaît une plus grande autonomie et une plus grande responsabilité ?



# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



L'exemple de la réforme mise en place par la ministre Pauline Marois, suite aux États généraux, est parlant à cet égard. Fortement critiquée, notamment quant aux modalités de sa mise en place, cette réforme n'a fait l'objet d'aucun bilan serré et n'a certainement pas donné les résultats escomptés, particulièrement au plan de la réussite des élèves les plus faibles, qu'elle avait l'intention de favoriser. Sans le dire ouvertement, de telles réformes postulent que l'obstacle principal pour l'obtention de meilleurs résultats est de nature pédagogique... ce qui apparaît un peu puéril. Avec ces millions d'enseignantes et d'enseignants qui cherchent chaque jour à améliorer leurs prestations, s'il existait une pédagogie miracle, on l'aurait trouvée depuis longtemps !

Dérive aussi, à notre sens, que cette **course folle vers une « éducation de qualité »**, laquelle contribue à faire du système scolaire un véritable marché où écoles privées, écoles à projets ou à programmes particuliers se font concurrence comme échappatoires au système public « ordinaire ». Ce contexte génère toute une série de dérives secondaires : des directions d'école qui exercent des pressions pour que les enseignants donnent une évaluation améliorée des performances des élèves, afin d'oblitérer une réussite scolaire médiocre, qui engendre aussi de la tricherie pure et simple (on se rappellera le cas du Collège Charlemagne<sup>13</sup>), sans parler de la psychose des examens d'entrée, etc. Le triste résultat, c'est de ne rendre accessibles les bons environnements scolaires qu'à une fraction des jeunes. Le principe de l'utilisateur payeur, comme dans le cas des droits de scolarité, est avalisé au passage et on accepte une perversion de la mission socialisante de l'école.

Finalement, la prétendue incapacité du secteur public à obtenir les résultats voulus en éducation pave la voie à **l'intervention philanthropique** et sert en partie de caution morale à des Jacques Ménard, ainsi qu'à l'intrusion de fondations dans le domaine scolaire. Cette nouveauté dans le paysage mérite qu'on s'y arrête un peu.

---

<sup>13</sup> En 2005, Le Collège Charlemagne, qui à ce moment, trônait au sommet du palmarès des écoles secondaires, a fait l'objet d'une enquête du ministère de l'Éducation. Elle aurait modifié à la hausse certains résultats d'examen: les notes déclarées ne seraient pas nécessairement celles obtenues par les élèves.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### La Fondation Lucie et André Chagnon

Précisons d'abord que la *Fondation Lucie et André Chagnon (FLAC)* est une fondation d'affaires (financée essentiellement par la vente de Vidéotron en 2000) et qu'elle n'est pas financée par des particuliers, comme Centraide par exemple. Elle s'est fixée comme mission « *de contribuer au développement et à l'amélioration de la santé par la prévention de la pauvreté et de la maladie en agissant principalement auprès des enfants et de leurs parents. Nous ciblons particulièrement la réussite éducative des jeunes Québécois afin qu'ils deviennent des parents autonomes et accomplis, perpétuant au sein de leurs cercles familial et social une culture de réussite personnelle et collective.* »

Depuis 2009, la FLAC intervient à ce niveau par le biais d'une OBNL appelée *Réunir, Réussir (R<sup>2</sup>)*. Cet organisme dispose d'un montant de 50 M\$ pour cinq ans. La moitié des fonds provient du Secrétariat à la jeunesse du gouvernement provincial.

De prime abord, les objectifs sont très louables. Dans la réalité, *R<sup>2</sup>* soutient financièrement des régions et des organismes qui désirent intervenir au niveau de la persévérance scolaire. Pour le moment, les projets acceptés ne touchent pas les études supérieures.

Ce type de « mécénat » soulève quelques questions dont nous devons débattre.

Alors que les politiques sociales, universelles et nationales – qui ont été instaurées depuis la Révolution tranquille – visaient à contrer l'arbitraire et le cas par cas, le gouvernement actuel encourage et aide cette fondation privée qui se substitue à l'État.

Ce type de philanthropie d'affaires se fonde sur une conception néolibérale du rôle de l'État. La responsabilité du décrochage incombe principalement aux parents des milieux défavorisés et, comme l'État est « intrinsèquement » inefficace, seul le secteur privé peut mettre en place des projets, des objectifs et des critères d'évaluation performants.

De par son statut, la Fondation n'est pas tenue de divulguer les informations liées à sa gouvernance ou à ses politiques en matière de placements ou d'attribution de dons.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



La Fondation ne soutient que de nouveaux projets. Les programmes ou projets déjà existants ne sont pas admissibles ; on incite donc les organismes communautaires à modifier ou adapter leurs projets ou leur mission afin de répondre aux critères de la FLAC.

Le volet *Persévérance scolaire* est déjà en marche dans 14 régions du Québec. Dans ce volet, comme dans les autres, les concertations et les regroupements mis en place excluent les enseignantes et enseignants, de même que leurs syndicats. Il nous apparaît urgent et nécessaire d'examiner plus en détail les enjeux que soulève ce type d'intervention du secteur privé dans l'éducation et de préciser notre position par rapport à ces fondations « d'affaires ».

On comprend qu'à elle seule, la venue de fondations de ce genre dans le paysage de l'éducation puisse susciter de sérieux débats!

***Au Québec, comme ailleurs, l'absence de volonté politique des gouvernements de s'attaquer, avec les investissements nécessaires, aux nouveaux défis qui se posent aux sociétés modernes en éducation, les conduit à promouvoir des solutions qui peuvent se révéler plus dommageables que le mal. Souvent, elles s'inscrivent dans un recours plus ou moins important au secteur privé.***

## 2. Une approche syndicale de la réussite

Outre les considérations plus politiques que nous venons d'évoquer, il faut relever qu'en soi, le dossier de la réussite est très complexe. Les facteurs d'échec et de décrochage sont multiformes, les problématiques touchées sont nombreuses :

- la réussite éducative versus la réussite scolaire ;
- la réussite scolaire des garçons ;
- l'intégration scolaire de tous, y compris les EHDA, mais aussi celle des autochtones et des allophones ;
- les exigences d'admission ;
- le travail rémunéré étudiant ;
- l'orientation et le choix du programme d'étude ;
- la formation des maîtres, et bien d'autres.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



Le comité n'entend pas traiter systématiquement toutes ces questions. Nous croyons qu'il faut d'abord élaborer un cadre de référence pour des orientations générales qui, elles, puissent se traduire pour la FNEEQ par des positions ayant une conséquence sur notre action syndicale quotidienne, dans la négociation de nos conventions collectives, par exemple.

Nous ne pouvons que souscrire à des objectifs d'amélioration de la réussite, mais traduire cette position de principe dans la réalité du système d'éducation où nous travaillons ne va pas de soi et la question est loin d'être aussi simple qu'il n'y paraît.

En éducation, il existe une incontournable tension qui s'installe entre trois éléments structurants du système : l'accessibilité, la qualité de la formation, les taux de réussite. Privilégier, toutes choses étant égales par ailleurs, deux de ces éléments conduit nécessairement à négliger le troisième.

Prenons l'exemple des critères d'admission, question qui ne se résume pas à l'examen des standards officiels. Combien de fois a-t-on entendu affirmer que le secondaire prépare mal au collégial, que ce dernier prépare mal à l'université ? Dans quelle mesure doit-on préconiser un renforcement des exigences, en sachant que les mesures de soutien appropriées ne viendront probablement pas ?

Une approche permissive (ou souple, c'est selon) des conditions d'entrée favoriserait un plus large accès. Mais si, ensuite, on veut maintenir élevées les exigences de formation, il y a fort à parier que les taux de réussite seront bas ! Et si, à l'inverse, on veut davantage de réussite, on sera conduit à dispenser une formation moins solide. Vaut-il mieux, par exemple, promouvoir des DEC moins exigeants mais réussis par une fraction plus importante des jeunes, ou bien militer pour un maintien des exigences en réclamant les changements importants et coûteux qui seraient nécessaires pour faire réellement de l'éducation une priorité ?

Tout cela nous renvoie déjà au débat, à la recherche du meilleur équilibre entre les trois éléments cités.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### Un plan de travail pour la FNEEQ

De quelle réussite parlons-nous ? Que souhaite-t-on préconiser comme valeurs portées par notre système d'éducation, du préscolaire à l'université ?

D'entrée de jeu, nous soumettons qu'une réflexion sur la réussite doit s'appuyer sur une vision de la mission de l'école. Cette dernière mérite d'être revisitée : peut-être voudrions-nous, par rapport au libellé officiel actuel (instruire, socialiser et qualifier), élargir celui que nous souhaitons pour l'école et l'enseignement supérieur québécois. Peut-être voudrions-nous l'élargir à une dimension plus éducative, et rappeler le rôle de démocratisation qui doit être le sien. En effet, on ne peut passer sous silence le déterminisme en matière de cheminement scolaire, celui de l'origine socio-économique de nos élèves, étudiantes et étudiants. Nous voudrions sans doute aussi réaffirmer notre parti pris, en enseignement supérieur, pour une formation humaniste qui soit non exclusivement orientée vers l'employabilité.

Nous allons souhaiter travailler, une fois remise à jour notre conception de la mission de l'école, d'abord sur le partage des responsabilités : celles du gouvernement, via le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport, celles des parents et de la société en général, celles des établissements, celles que doivent assumer les enseignantes et les enseignants, celles des programmes actuels de formation des maîtres... sans oublier celles des jeunes quant à leurs études. À l'évidence, nos conditions de travail seront interpellées au passage. Cette approche nous semble particulièrement utile pour débattre de la dérive des responsabilités de l'État vers le secteur privé, notamment par le biais de riches fondations.

Dans un premier temps, nous suggérons donc de susciter dans nos rangs des échanges sur la mission du système scolaire, ainsi que sur les responsabilités qui doivent incomber aux différents acteurs de ce milieu. Le présent Conseil fédéral constitue un premier moment pour recueillir des commentaires sur l'approche présentée ici et sur les enjeux qu'elle soulève.

Au printemps, un cahier spécial du *Carnets* fédéral abordera des aspects plus particuliers de la question. Nous allons aussi proposer quelques rencontres informelles, dont la forme reste à déterminer. Sur la base de ces consultations, nous présenterons en juin des propositions d'orientations qui seront débattues lors du Conseil fédéral.

# ÉDUCATION

## Les visages de la réussite



### CONCLUSION: UNE FOULE DE QUESTIONS!

Avant que le printemps ne revienne, les membres du comité école et société veulent s'assurer que la démarche proposée convienne au mandat qu'il entend réaliser. En ce sens, nous souhaitons entendre et écouter le Conseil quant aux différents éléments présentés au préalable de sa mission. Rappelons que le présent document ne constitue qu'une amorce à ce mandat ambitieux.

De l'avis du Conseil fédéral :

- Les éléments présentés dans le bref état des lieux qui précède sont-ils suffisants, pertinents et significatifs ?
- D'autres problématiques, nouvelles ou émergentes, devraient-elles être soulignées ? D'autres pressions apparaissent-elles à propos de la réussite ? D'autres enjeux devraient-ils nous interpeller en matière de réussite et de décrochage ?
- Les dérives suggérées sont-elles justes ? D'autres mériteraient-elles d'être citées ?
- Est-il pertinent de proposer une vision élargie de la mission de l'école, de discuter de celles de l'enseignement supérieur ?
- Serait-il utile, pour ancrer les positions qui seront débattues au prochain Conseil fédéral, d'élaborer un cadre de référence situant les responsabilités de chaque palier d'intervention dans le monde scolaire ?